

ENTRETIEN

« Les candidats survalorisent la proximité locale pour combler leur déficit de légitimité »

Le 09/04/2022

Daniel Béhar

Géographe, professeur à l'Ecole d'urbanisme de Paris (université Paris-Est) et consultant à la coopérative Acadie

Lyon pour Valérie Pécresse, Nantes pour Yannick Jadot, Perpignan pour Marine Le Pen, Paris pour Eric Zemmour... Les meetings des candidats à l'élection présidentielle qui se sont tenus à trois jours du scrutin rappellent en creux les considérations locales qui traversent ce vote.

Election nationale par excellence, la présidentielle 2022 a pourtant eu, par le biais de sa campagne électorale, un rapport paradoxal avec l'échelon local. Survalorisé dans les discours mais peu considéré concrètement dans les programmes, ce dernier est utilisé comme instrument politique sans que pour autant soit pensée sa place réelle dans la société contemporaine. Le géographe Daniel Béhar décrypte les nombreuses contradictions que cela révèle sur les relations entre l'Etat, les territoires français, et les élus qui les dirigent.

L'élection présidentielle est-elle une véritable élection nationale ? Ou les candidats s'appuient-ils seulement sur des morceaux de territoire ?

Daniel Béhar : Globalement, il est clair que les bastions et les fiefs comptent de moins en moins dans ce rendez-vous. Ils apparaissent encore bien sûr de façon résiduelle : Marine Le Pen tente de s'appuyer sur le Nord-Pas-de-Calais, et Eric Zemmour a tenu plusieurs meetings sur la côte d'Azur. Mais on n'a pas vu le Parti socialiste (PS) écumer particulièrement le Sud-Ouest ces six derniers mois. La logique de bastions lors de ces élections a tendance à disparaître parce que le vote s'homogénéise. Ce n'est plus l'ancrage local qui définit le rapport de force national.

Comment expliquer cette évolution ?

D. B : On observe désormais un décalage fantastique entre les élections nationales et les élections locales. Le meilleur symbole est la facilité avec laquelle Anne Hidalgo a réuni les 500 parrainages d'élus nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle. Bien que donnée largement perdante dans les sondages, elle n'a mis que quelques jours à collecter

les signatures. Cela raconte bien l'ancrage local du PS, qui dispose encore de nombreux élus, qu'ils soient nationaux (députés, sénateurs) ou locaux (collectivités locales).

N'est-ce pas seulement un héritage de sa riche histoire ?

D. B : Il est encore un peu tôt pour le dire, mais on peut penser qu'il ne s'agit pas simplement d'une queue de comète, mais d'une situation qui s'installe dans la durée. Rendez-vous compte : les quatre favoris dans les sondages – Emmanuel Macron, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Eric Zemmour – ne pèsent quasiment pas dans l'action publique locale. Ils ont très peu d'élus, et ne font pas d'immenses efforts pour en avoir.

A l'inverse, les forces politiques historiques – Parti socialiste, Les Républicains (LR), Parti communiste (PC) – pèsent encore fortement localement, mais sont marginalisés dans cette élection. Même chose, sur un registre différent, pour Europe Ecologie Les Verts (EELV), un parti plus récent qui a réussi des percées spectaculaires aux élections locales ainsi qu'aux élections européennes, mais qui ne parvient pas à les confirmer à l'élection présidentielle.

On peut imaginer que ce décalage s'installe dans la durée : d'un côté, des partis plutôt à l'ancienne qui installent durablement des élus locaux dans une logique de fief mais qui sont plutôt marginaux au niveau national, de l'autre côté des mouvements politiques aux leaders forts pour lesquels l'inscription territoriale est moins centrale.

Pourtant, on a le sentiment de voir tous les candidats faire référence au local...

D. B : C'est en effet le grand paradoxe de cette élection ! On l'a dit, elle se dé-territorialise... Mais en même temps, les prétendants à l'Elysée tentent tous de jouer la carte de la proximité. Cette stratégie vise à combler le déficit de légitimité de nombre de candidats, qui savent qu'on leur reproche de faire partie d'une élite supposément déconnectée des réalités du quotidien. En affichant l'objectif de proximité géographique, ils espèrent convaincre de leur proximité sociale.

Mais pour réussir ce qu'on pourrait qualifier de « prise de terre », ils ne choisissent évidemment pas n'importe quelle France. Ils tentent de s'appuyer sur la France des campagnes et des petites villes. Parce qu'elle incarne une nostalgie de la France « permanente », une image amplifiée par la crise Covid et le grand récit médiatique actuel sur l'exode urbain, qui ne se vérifie pour le moment pas dans les faits, mais qui a un succès d'audience certain.

Une sorte de retour d'une vision pétainiste dans laquelle « la terre ne ment pas », en quelque sorte... Comment expliquer cette tendance, alors que la fin des années 2010 est celle de la théorie du « printemps des métropoles » ?

D. B : Il y a en effet eu une mode du « *big is beautiful* », notamment sous Nicolas Sarkozy et François Hollande. Ils ont poussé pour l'affirmation des métropoles, et plus globalement pour la généralisation et l'élargissement des intercommunalités, et ont construit les régions XXL. Cette politique a produit son propre antidote : désormais, quasiment tous les candidats tiennent un discours de « contre-réforme » et mettent en avant le couple maire-préfet, et donc le binôme géographique commune/département.

Auparavant, ce discours était surtout porté par Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et le Parti communiste. Désormais, presque tous les candidats le reprennent, y compris celui qui

était le plus susceptible de poursuivre l'esprit de Sarkozy-Hollande : Emmanuel Macron. On aurait pu imaginer qu'il défende des propositions telles que l'élection des élus intercommunaux au suffrage universel direct, ou la poursuite de la fusion des plus petites communes en « communes nouvelles » de plus grande importance. Il n'en est rien.

Est-ce donc la raison pour laquelle les métropoles et leurs banlieues ont disparu des discours ?

D. B : Oui. Les candidats craignent d'être associés aux métropoles, ou pire, à leurs banlieues, et se sentent obligés d'idéaliser la France des petites villes et des campagnes, dont on présume qu'elle continue à « faire société ». Pourtant, comme le souligne le sociologue Bruno Latour, ce n'est plus localement que l'on fait société.

La proximité, ce n'est pas ce qui est proche de nous, mais ce dont on dépend. En excluant les métropoles et leurs banlieues de l'équation, on passe à côté des interactions qui existent entre toutes les catégories de territoire (métropoles, villes moyennes, petites villes, campagnes...) sur des sujets aussi centraux que l'emploi, le logement, la scolarité, ou encore les loisirs, sans parler des chaînes de valeur économiques ou des écosystèmes environnementaux.

Comment expliquer le succès de ce discours simpliste et relativement binaire ? Est-ce la victoire de Christophe Guilluy, l'essayiste qui a théorisé le concept de « France périphérique » ?

D. B : En quelque sorte, Christophe Guilluy est déjà dépassé. Le thème de la fracture territoriale était très présent en 2017. Aujourd'hui, il n'y a même plus ce débat, puisque tout le monde joue la carte de la proximité aux territoires ruraux. Prenez Anne Hidalgo et Valérie Pécresse, qui gèrent la principale ville et la principale région de ce pays. Ce n'est pas rien, comme expérience ! Mais elles s'appuient très peu dessus, par peur du procès de la déconnexion.

Même chose pour la République en marche (LREM), qui obtient de bons scores dans les métropoles et n'imprime pas beaucoup localement. Elle pourrait se saisir de la question métropolitaine, mais ne le fait pas. Voyez comment la réforme de la gouvernance de la Région-Capitale et du Grand Paris, considérée par tous les acteurs comme urgente et qui avait fait l'objet de propositions radicales d'Emmanuel Macron en 2017, comme la suppression des départements de petite couronne, est aujourd'hui absente de la campagne.

Comment expliquer ce triomphe de la proximité ?

D. B : Nous avons une difficulté à penser ce que l'on peut faire en fonction des différents niveaux territoriaux dans le contexte de la globalisation, et comment agir sur les interdépendances entre ces niveaux. Faute de penser la globalisation dans son ensemble, on rêve de contre-globalisation, avec une fuite vers le bas, vers le local le plus proche. Au moment des élections européennes, on parle davantage des Etats nations que d'Europe. Et lors de l'élection présidentielle, on se préoccupe davantage du local que du national.

Autre catégorie de territoire surinvestie par les candidats relativement à son poids démographique : les Outre-mer. Est-ce un passage obligé ? Et pourquoi ?

D. B : J'y vois d'abord un rituel. Il faut démontrer, pour un candidat, que l'on a la capacité à représenter tous les territoires, sans faire d'impasse. Numériquement, ce ne sont pas des déplacements stratégiques, notamment pour certains candidats qui y gagnent peu de voix. Symboliquement, en revanche, c'est une affirmation de l'égalité républicaine par l'égalité des territoires.

Comment cette convergence autour de la proximité et de l'égalité territoriale se retrouve-t-elle dans les programmes ? Les candidats plaident-ils pour une décentralisation accélérée ?

D. B : Non, et c'est un grand paradoxe. La proximité est centrale dans l'élection, mais elle ne se traduit pas du tout par des volontés de décentralisation des pouvoirs depuis l'Etat vers les collectivités locales. En fait, le sujet institutionnel n'intéresse pas les candidats car ils considèrent que ça n'intéresse pas les citoyens.

Seuls trois candidats en ont un réellement parlé : Valérie Pécresse et Anne Hidalgo, qui y sont contraintes, car leurs partis ont incarné la pensée de la réforme territoriale en France, et parce qu'ils sont implantés localement, avec une clientèle d'élus locaux en attente sur le sujet. De même, Yannick Jadot s'est un peu positionné sur la question.

Constate-t-on des clivages dans leurs approches ?

D. B : PS et Républicains font de l'hyper-classique, et défendent une décentralisation verticale depuis l'Etat vers les collectivités locales. L'idée est de poursuivre le transfert de compétences et de donner plus de pouvoir aux communes. Mais leurs projets sont de faible ampleur. Les deux candidates font le minimum syndical parce qu'elles sentent bien que ce processus est maintenant à bout de souffle.

A l'inverse, EELV s'inscrit dans l'autre mode classique de la réforme territoriale en France : celui de la contractualisation et de la différenciation territoriale. Dans cette logique, l'Etat passe des contrats avec les collectivités locales volontaires, et co-construit les politiques, par exemple sur le logement, les transports, ou la santé. Il emprunte ainsi à l'héritage de la « deuxième gauche », celle de Michel Rocard et du club Jean Moulin.

Ces différences s'expliquent-elles par des « électorats d'élus » différents ?

D. B : Oui, et c'est un enseignement de cette campagne : elle a définitivement entériné la rupture qui existe entre les deux grands lobbies territoriaux, qui ont tous deux organisé une grande audition des candidats. D'un côté, Territoires unis, association née en 2018 et qui regroupe l'Association des maires de France (AMF), l'Association des départements de France (ADF), et Régions de France. Ses élus se battent pour obtenir toujours plus de décentralisation « à l'ancienne », et sont dans une approche de verticalité du rapport à l'Etat. Ils pensent le « quoi », en se demandant quelles nouvelles compétences ils peuvent obtenir.

De l'autre côté, le second lobby, constitué de France urbaine¹ et Intercommunalités de France², pense plutôt le « comment », et se demande davantage comment co-construire les politiques publiques entre Etat et collectivités locales. Vous l'avez compris, Anne Hidalgo et Valérie Pécresse s'adressent plutôt au premier, Yannick Jadot au second.

Au vu des enseignement de cette campagne présidentielle, les élections législatives des 12 et 19 juin seront-elles selon vous de véritables élections nationales ? Ou y aura-t-il 577 matchs locaux ?

D. B : Depuis l'inversion du calendrier électoral, qui date de 2002, les élections législatives constituent le 3^{ème} tour de l'élection présidentielle. Elles seront donc très nationales du point de vue de l'enjeu : conforter le Président de la République, construire l'opposition... Même si comme pour l'élection présidentielle, les candidats vont tenter de jouer la carte de la proximité.

Contrairement aux « barons locaux » du PS et de LR, les députés LREM n'ont pas su s'enraciner dans leurs circonscriptions. La preuve, un nombre important de leurs élus ne se représentent pas. L'élection sera donc encore moins locale que par le passé.

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT GRIMAULT

1. L'association regroupe les métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes françaises
2. Cette association regroupe les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)